

Le rôle des médias internationaux dans les crises post-électorales : Côte d'Ivoire, Nigeria, Bénin et Togo (2010 - 2011)

Sètondji Maurille
QUENUM

Consultant indépendant
en communication
06 BP 3981
Cotonou - Bénin
setondjim@gmail.com

Résumé

Au Nigeria, au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Togo, en 2010 et 2011, les lendemains des élections présidentielles ont été marqués par des crises d'une ampleur variable d'un pays à l'autre. Les médias internationaux (RFI, BBC, etc.) ont alors manifesté un grand intérêt et fait un large écho de l'actualité postélectorale, au point d'être parfois mis en cause et cités au nombre des instigateurs de violences. Mais quel rôle ces médias ont-ils joué dans les crises postélectorales dans ces pays ? À l'analyse, il n'apparaît pas un lien direct entre leurs messages et les crises ou les violences. Toutefois, ces médias dépassent leur rôle d'information, prennent plus ou moins subtilement parti, affirment la légitimité de l'une ou l'autre des protagonistes. Ce faisant, ils ont influencé l'évolution des crises. Ils sont la composante de diplomatie à plusieurs visages.

Le pluralisme médiatique a contribué au renforcement des processus de démocratisation amorcés en Afrique au cours de la dernière décennie du 20^e siècle. Ce pluralisme est cependant marqué par bien des insuffisances préoccupantes : faiblesse institutionnelle et organisationnelle des organes de presse, difficultés de régulation et d'autorégulation, capacités et compétences limitées des acteurs, etc. Or, les médias jouent un rôle de premier plan à l'occasion des échéances électorales.

L'implication des médias dans la couverture des élections vise tantôt à donner l'information, sensibiliser, conscientiser

ou faire écho des messages des candidats, voire convaincre. Dans le meilleur des cas, les médias concourent à l'aboutissement heureux des processus électoraux. Cependant, en dépit des mesures prises pour organiser des élections apaisées, des processus électoraux aboutissent à des crises et même à des conflits.

Les médias sont toujours évoqués comme des acteurs essentiels dans l'avènement, le développement, la persistance et le dénouement des crises politiques en Afrique¹. Face aux médias nationaux souvent faibles, se sont imposés les médias internationaux. Ce sont des organes de diffusion de l'information ayant une audience mondiale². Ils couvrent de façon instantanée l'actualité à travers la collecte, le traitement et la diffusion de l'information dans toutes les parties de la planète. Visant surtout une audience internationale, les médias internationaux déploient de plus en plus de moyens et de stratégies pour accroître leur audience dans les pays, au point d'être perçus comme fragilisant les médias nationaux. À l'occasion de la couverture des scrutins présidentiels, ils sont parfois suspendus, interdits de diffusion au niveau national ou condamnés pour leur rôle potentiel ou avéré dans la survenue de crises. Mais peut-on dire qu'ils ont une responsabilité dans les crises postélectorales ?

De façon spécifique, l'engouement des médias internationaux pour la couverture des élections influence-t-il les crises postélectorales ? Cet engouement pour la couverture des élections en Afrique les conduit-il à outrepasser leur mission d'information ou est-il surdéterminé par d'autres motivations que le devoir d'informer ?

Les phases préélectorales et le déroulement des scrutins sont sans doute déterminants dans les processus électoraux. Cependant, la présente étude est axée sur les périodes postélectorales, étapes des plus délicates en matière d'information puisqu'elles peuvent conduire à une remise en cause des acquis des phases précédentes. Les crises postélectorales désignent l'ensemble des dysfonctionnements des processus électoraux qui émergent après l'expression des suffrages par les citoyens et ayant des conséquences négatives sur la vie politique et la paix sociale. Comme le souligne le Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP, 2009 : 1) : « *After the vote, there is the continuing potential for post-election violence when allegations of fraud and corruption emerge, or where those dissatisfied with the outcomes of elections take to the streets or, in the gravest instances, the battlefield, to challenge results.* »

Ces crises consistent tantôt en de simples manifestations pacifiques de revendication ou de protestation animées par des groupes de citoyens

ou des leaders politiques. Elles se traduisent tantôt par des blocages dans le traitement des résultats empêchant leur diffusion. Parfois, elles s'estompent grâce à l'arbitrage du contentieux électoral, aux appels au calme, ou elles évoluent vers des formes de désobéissance publique et basculent même dans la violence. La période des crises postélectorales s'ouvre donc dès le soir du vote et prend fin avec la résolution des dysfonctionnements observés.

La diversité des scénarios électoraux ne permet pas une étude exhaustive de la couverture des élections en Afrique par les médias internationaux. La présente étude portera essentiellement sur la région de l'Afrique de l'Ouest, notamment les pays qui ont connu des élections présidentielles en 2010 et 2011 suivies d'une période plus ou moins confuse faite de manifestations visant à contester les résultats ou de violences. Les cas du Nigeria, du Bénin, de la Côte d'Ivoire et du Togo seront abordés.

L'élection présidentielle représente un sujet d'intérêt dans la mesure où elle focalise davantage l'attention des médias internationaux. Les médias comme Radio France Internationale (RFI) et la BBC seront les principales sources de collecte de données, le média radiophonique étant le plus populaire dans les pays visés. Dans une moindre mesure, les télévisions comme France 24, TV5 seront également prises en compte. Les messages délivrés par ces médias à travers leurs reportages, comptes rendus et autres programmes, les réactions induites par des acteurs politiques, institutionnels ou d'autres médias sont des matériaux dont le décryptage et l'analyse permettront de dégager quelques conclusions sur la problématique ici abordée.

Les critiques contre le « *parti pris des médias internationaux* » dans le traitement de l'information sur les pays africains sont fréquentes (Amougou, 2006). Dans le cas des médias français, des analystes y voient de redoutables manipulateurs manipulés eux-mêmes par les gouvernements successifs dans la perspective de sauvegarder leurs intérêts économiques et de maintenir au pouvoir leurs hommes de main souvent mis à mal par des révoltes populaires.

Dans la même logique, avec l'implication accentuée des médias internationaux dans les processus électoraux, se pose le problème récurrent de la souveraineté des États, dans leur gestion politique, dans leur communication avec leurs populations et la diaspora, dans la promotion de leur image dans l'opinion internationale. Missé Missé (2000) a le mérite d'avoir analysé la problématique des « *ingérences* » dans un contexte de communication internationale.

Les stratégies des médias internationaux

L'actualité électorale en Afrique est surtout diffusée par RFI, France 24, Africa 24, ou encore la BBC, La Voix de l'Amérique, Deutsche Welle, etc. « *Les médias internationaux ont largement supplanté les organes de presse locaux. Ils se sont approprié les informations et ont même délocalisé sur place* » (Barry, 2010), soutenait un média guinéen lors de l'élection présidentielle en Guinée et en Côte d'Ivoire en 2010. Dans de nombreux pays africains (au Bénin par exemple), RFI a été autorisée à émettre en FM avant même la libéralisation du secteur audiovisuel.

Ces médias sont d'abord représentés dans les pays par leurs correspondants. Cette présence permanente est souvent renforcée par les envoyés spéciaux dépêchés sur place pour appuyer les correspondants lors d'événements particuliers. Les « observateurs » constituent une idée novatrice permettant à certains médias (France 24) de renforcer leur couverture de l'actualité au niveau local³. En outre, les clubs locaux d'auditeurs (Clubs BBC⁴ et Clubs RFI), contribuent à la promotion de ces organes, notamment au sein de la couche juvénile, dans une approche de grande proximité.

D'autres stratégies consistent en l'animation d'émissions spéciales délocalisées, parfois thématiques (débats, interviews, etc.), parfois interactives (Appels sur l'actualité sur RFI). Dans le cas de la presse écrite, les dossiers spéciaux, focalisant sur des pays ou des secteurs d'activité, sont destinés à en accroître l'audience au niveau national et susciter l'attention des lecteurs étrangers.

La diffusion en modulation de fréquence (FM) permet aux radios internationales d'émettre dans des conditions quasi identiques, sinon meilleures, par rapport aux médias nationaux. Elles développent aussi des partenariats avec des radios nationales qui reprennent partiellement leurs programmes⁵. Le développement de la technologie MMDS⁶ a favorisé les bouquets satellitaires au niveau national à des coûts assez faibles. Les programmes portant sur les pays se sont multipliés sur les médias internationaux afin de capter les audiences nationales. Les services en langues nationales en apportent aux stratégies de proximité.

Au Nigeria en 2011 par exemple, avant les élections, le service *hausa* de la BBC a traduit en hausa une grande partie du Code électoral, publié entre autres, sur le site bbchausea.com. Le service international de la BBC a étendu la durée de ses programmes habituels et lancé un contenu en ligne et mobile unique. La BBC a déployé des journalistes à travers les pays et a diffusé ses programmes à la fois en anglais, en hausa, en français et en Swahili. Le jour du scrutin, le service *hausa* est passé de 30 minutes à une heure d'animation radio en direct (BBC, 2011).

Enfin, les médias internationaux ont accru leur proximité avec les publics nationaux grâce à la diffusion sur Internet en direct (*streaming*) ou avec la mise à disposition de programmes déjà diffusés téléchargeables par les internautes (*podcasting*). La réception de ces médias sur les terminaux mobiles constitue désormais une nouvelle opportunité, en dépit des tarifs assez élevés pratiqués par les opérateurs GSM pour cette application.

Des audiences en progression

À leur arrivée après la libéralisation du secteur audiovisuel dans les années 1990, les médias nationaux, notamment les radios de proximité, ont progressivement gagné une grande audience. Il s'en est suivi un certain recul de l'audience des médias internationaux. Toutefois, ces derniers conservent des audiences assez importantes, parfois en progression, notamment dans le domaine de l'information. Le service haussa de la BBC au Nigeria est ainsi crédité d'une audience hebdomadaire d'environ 20 millions de personnes (Sunday, 2009). Dans ce pays, la BBC a entrepris en 2010 de faire la promotion de son site Internet et de sa plateforme mobile. On estime que le site Internet de BBC est visité quotidiennement par environ 80 % des 43,9 millions internautes nigériens (Akingbolou, 2011).

La BBC compte cinq relais en FM en Côte d'Ivoire⁷ et son audience estimée à 700 000 individus en 1994 est passée à environ huit millions en 2008. En Afrique francophone, dans un contexte de concurrence accrue, RFI a pu garder une audience d'environ 24 millions d'auditeurs réguliers, en majorité en Afrique francophone, sur une audience mondiale d'environ 36 millions en 2008⁸. À Dakar au Sénégal, RFI a une audience cumulée quotidienne de 80 % auprès des cadres et dirigeants, contre une moyenne de 16 % au sein de la population globale. A Cotonou, son audience est évaluée à 16 % contre 2 % pour BBC. En revanche, à Abidjan, RFI est créditée de 36 % contre 6 % pour BBC⁹. De même, en ce qui concerne la télévision, à Dakar, les cadres et dirigeants regardent davantage les chaînes internationales que la moyenne de la population. 55 % d'entre eux regardent TV5 Monde contre 15 % pour la population, France 24 est regardée par 38 % de cadres et dirigeants contre 7 % pour la population totale, et Canal Horizons est regardée quotidiennement par 22 % de cadres contre 12 % de la population (TNS Sofres, 2009).

BBC et la présidentielle de 2011 au Nigeria

Après un processus électoral tendu, le scrutin présidentiel du 16 avril 2011 aboutit à l'élection dès le premier tour du Président sortant, Goodluck Jonathan, un chrétien originaire du Sud. Son rival, **Muhammadu Buhari**, est un musulman du Nord. Le scrutin est qualifié comme le plus transparent et le plus démocratique que le pays ait connu dans son histoire électorale. La BBC souligne que le scrutin n'était pas parfait, mais qu'il n'avait cependant rien de « *comparable avec les fraudes et intimidations de 2003 et 2007...* Le principal problème de l'opposition était l'échec des tentatives d'union derrière un candidat unique ».

Toutefois, au lendemain du scrutin, le secrétaire national du parti de Buhari déclare sur le service haussa de la BBC qu'il y avait des fraudes massives dans le Sud et que les ressortissants du Nord habitant dans ces zones avaient été empêchés de voter (Thisday, 2011). Il s'en est suivi des violences faisant plusieurs centaines de morts et des dizaines de milliers de déplacés, notamment dans les États du Nord.

Le service haussa de la BBC sera par la suite accusé d'être à l'origine des violences, notamment dans l'État de l'Adamawa. Il lui a été reproché d'avoir diffusé que le candidat Buhari avait gagné l'élection dans ledit État alors que la Commission électorale n'avait même pas encore fini de compiler les résultats. Le gouverneur dudit État a alors souligné que la situation avait été orchestrée par la BBC afin de créer le chaos dans le pays (*African Herald Express*, 2011).

Face aux violences, la BBC va relayer les appels au calme des deux challengers. Le service haussa fait écho au message de Buhari qui rappelle que son parti et lui se désolidarisent et condamnent toutes formes de violence. Après ce reportage, l'analyse du service haussa (Yushau, 2011) souligne que « *c'est la première fois dans l'histoire récente du Nigeria que les résultats d'une élection ont mis en relief la grande division entre le Nord musulman et le Sud chrétien [...] Les élections au Nigeria ne sont pas nécessairement une affaire de résultats, mais une question ethnique, de religion et de régionalisme [...] Cette élection décrite par les observateurs internationaux comme la meilleure depuis des décennies, semble consacrer les divisions régionales et ethniques du pays.* »

Le message le plus récurrent dans les reportages de la BBC au cours de la période est que le Nigeria est un pays divisé, entre le Nord haussa musulman et le Sud chrétien et animiste, donc divisé selon des clivages ethniques, religieux, économiques et politiques. Sur CNN, en tentant d'expliquer les causes de la flambée de violences, John Campbell¹⁰ a d'abord indiqué que si le scrutin présidentiel a été une réussite ou

non, il appartenait aux Nigériens eux-mêmes de le penser et non aux observateurs extérieurs. En conséquence, il soutient que les actes de violence ne devraient pas être dits avoir été orchestrés par des tiers, mais par les Nigériens qui n'accordent pas foi à la transparence du scrutin.

RFI et la présidentielle de 2011 au Bénin

Au Bénin, après le premier tour de la présidentielle du 13 mars 2011, le Président sortant, Boni Yayi, est réélu avec 53 %. Au lendemain de la proclamation des résultats définitifs, RFI annonce que le « *candidat malheureux, Adrien Houngbédji, conteste l'élection de Boni Yayi* » avec d'autres candidats devant la Cour constitutionnelle. Elle poursuit que « *si le président de la Cour, Robert Dossou, a reconnu quelques irrégularités lors du scrutin il ne les a pas jugées suffisantes pour remettre en cause la transparence et la crédibilité du vote* ». Dans le même compte rendu, Marcel de Souza, porte-parole du gagnant, lance un appel au principal opposant : « *Nous souhaitons qu'il appelle calmement le président Boni Yayi pour le féliciter. Tout comme l'Union Africaine l'a félicité, comme le président Sarkozy l'a félicité.* »

Le jour de la prestation de serment, la fin du reportage de RFI indique que le scrutin présidentiel a été entaché de multiples fraudes et selon les observateurs, restera comme « *l'un des plus opaques* » et la « *honte* » de l'histoire démocratique du pays. Or, ce média relayait quelques jours plus tôt que les observateurs de l'Union Africaine et d'autres organisations ont qualifié la consultation de crédible, malgré les manquements.

À la suite de l'annonce des résultats définitifs par la Cour constitutionnelle, RFI précise que tous les recours contestant la victoire de Boni Yayi, déposés par l'opposition, ont été rejetés par la Cour qui a « *définitivement élu Monsieur Boni Yayi président de la République dès le premier tour* ». Le média français poursuit que « *les différents recours introduits par les candidats Bio Tchané et Houngbédji étaient généralement soutenus par des constats d'huissiers* ».

Plus tôt, RFI avait diffusé les circonstances de la proclamation des résultats (Gbédji, 2011). Elle indiquait que ce fut un accouchement plutôt difficile pour le président de la Commission Électorale Nationale Autonome (CENA). Dans le reportage, une interview de Jérôme Alladayè, vice-président de la CENA, souligne qu'une partie des membres de l'institution contestait les résultats. La chute du reportage est une intervention d'Adrien Houngbédji qui souligne que « *notre*

peuple ne renoncera pas à ce qu'il a acquis au prix de luttes héroïques, pour retomber dans la servitude des trafiquants d'élection et d'un despote [...] ».

Quelques heures avant la proclamation des résultats définitifs, RFI anime une émission spéciale Appels sur l'actualité avec comme thème « *Bénin : contestation électorale* ». Mais à l'heure de la diffusion de cette émission, l'antenne de ce média a été perturbée à Cotonou. À ce sujet, Reporters sans frontières fait remarquer qu'« *il est difficile de ne pas penser que cette perturbation fait suite à une intervention volontaire des autorités* » (RSR, 2011).

De façon générale, dans la couverture des manifestations de l'opposition, les médias internationaux ont adopté des tons très variés. La BBC annonce par exemple la dispersion d'une manifestation de l'opposition et précise que plusieurs personnes ont été interpellées au nombre desquelles un député du parti d'Adrien Houngbédji. Sur le même sujet, RFI soutient qu'une « *manifestation pro-Houngbédji* » a été violemment réprimée. Ce média diffuse un témoignage selon lequel le *commissaire central lui-même a demandé aux policiers de charger les militants*. « *Et les policiers, comme des bêtes sauvages, les yeux rouges, comme des drogués, ont commencé à taper dans le sang des populations. Non contents d'avoir donné l'ordre de charger dans le dos, ils ont commencé par tirer des grenades lacrymogènes [...] Et arrivé au niveau des députés où je me trouvais, le commissaire a dit : « embarquez-les »* ». La chute indique que le député placé en garde-à-vue aurait été roué de coups avec quelques blessures et qu'une dizaine d'autres blessés ont été conduits dans les centres de santé.

La présidentielle au Bénin a été ainsi présentée sous le signe de la contestation. En somme, entre le 19 et le 31 mars 2011, sur les dix interventions de RFI sur le scrutin présidentiel, huit s'articulent autour de la thématique « *contestation* » ou de la répression de manifestants contre ceux qui annoncent la proclamation des résultats définitifs et le dépôt des recours par les candidats. Les initiatives prises par quelques médias internationaux comme RFI, Africa 24, etc., ont alors été perçues et dénoncées comme partisans, faisant le jeu de l'opposition, notamment par certains médias privés béninois (Sagbé, 2011).

Les médias français et la présidentielle de 2010 en Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, après le scrutin du 28 novembre 2010, les médias internationaux diffusent en boucle, dès le 30 novembre, les images de deux membres de la Commission Électorale Indépendante (CEI)

arrachant et déchirant les feuilles de résultats des mains du porte-parole de ladite Commission. Les deux commissaires dénonçaient un « *hold-up électoral* ». La scène est qualifiée de « *surréaliste* » par RFI qui, le même jour, annonce qu'il y a une « *confusion* » et un « *gros cafouillage* » à la CEI. Ce média précise que les équipes de la télévision et de la radio nationales ont été priées de plier bagage alors que c'est du plateau de la RTI installé à la CEI qu'étaient normalement diffusés les résultats provisoires de l'élection.

Après les 72 heures imparties à la CEI pour donner les résultats provisoires, le Président du Conseil Constitutionnel annonce sur les médias nationaux le report de cette proclamation à cause des divergences au sein de cette institution. Cependant, quelques instants après, le Président de la CEI proclame les résultats provisoires sur France 24, relayée par les autres médias français et internationaux. Le lendemain, le Président du Conseil Constitutionnel proclame la victoire de Laurent Gbagbo avec plus de 51 % des voix, et invalide les résultats provisoires de la CEI. Dans ce « *cafouillage médiatique* » (Salin, 2010), RFI annonce qu'il y a un « *bras de fer inédit pour le pouvoir entre Ouattara et Gbagbo* ». Puis ce média précise que le Président français, Nicolas Sarkozy, s'exprimant depuis l'Inde où il est en visite, aurait déclaré qu'un « *président est élu en Côte d'Ivoire. L'ensemble de la communauté internationale et les Nations Unies l'ont reconnu. Ce président, c'est monsieur Alassane Ouattara.* »

Face à cette situation, l'autorité de régulation ordonne « *la suspension sans délai de tous les signaux des chaînes de radio et de télévision étrangères d'information, contenues dans le bouquet de Canal+ Horizon* », au nom de la nécessité « *de maintenir la paix sociale fortement ébranlée* ». Reporter Sans Frontières a déploré cette situation au motif qu'en « *période d'incertitude, les médias devraient pouvoir travailler sans entrave pour rendre compte du désaccord entre la CEI et le Conseil Constitutionnel*¹¹ ». RFI et la BBC ont toutefois poursuivi la diffusion de leurs programmes en ondes courtes pour leurs auditeurs qui ne peuvent plus les écouter en FM.

Le rôle des médias internationaux dans cette crise postélectorale a été constamment mis en relief. Ainsi, le gouvernement de Laurent Gbagbo a-t-il relevé que les « *journalistes des médias internationaux sont prompts à faire diffuser volontairement des informations erronées* ». Il les a en conséquence mis en garde, avant de les appeler à faire preuve de professionnalisme, d'objectivité et d'impartialité, pour ne point se rendre complices des « *terroristes*¹² ».

En fait, dès le lendemain des résultats, des chroniques de RFI annoncent que Laurent Gbagbo est dans l'impasse, et précisent que

s'il doit en vouloir à quelqu'un, « *c'est bien à ses propres camarades et lieutenants, dont la stratégie n'était ni crédible ni convaincante [...]* ». Parallèlement à la presse française, dans une interview à la BBC, Alassane Ouattara rappelle qu'il est le seul élu par le peuple ivoirien, un homme de paix et de parole, un démocrate en conséquence. Il saisit l'occasion pour marteler que Laurent Gbagbo devrait quitter le pouvoir par tous les moyens possibles.

Le message le plus diffusé est que Laurent Gbagbo refuse de quitter le pouvoir alors qu'il a été battu aux élections. La quasi-unanimité des médias internationaux autour de ce message doit être mise en parallèle avec une autre tendance à caractère partisan, de type « *nationaliste* », d'une partie de la presse ivoirienne avec en tête de file la radiotélévision ivoirienne (RTI). Les médias internationaux étant interdits, le mouvement nationaliste ou « *patriote* » a alors entrepris de prouver que la presse étrangère, notamment française, était aux ordres (Fofana, 2011) : « *C'est bien l'Agence France Presse (AFP) qui, par des moyens heurtant la déontologie élémentaire du journalisme, tente de mettre Gbagbo, Président légitimement et légalement élu de Côte d'Ivoire, dans une posture d'usurpation et de confiscation de pouvoir [...]* La presse française qui clame son indépendance et son objectivité, est plutôt une presse tenue en laisse par l'Administration française. »

Les patriotes ivoiriens s'approprient très opportunément les analyses du politologue Michel Galy qui, dans les milieux politiques et universitaires français, mettent à jour « *une certaine uniformisation très curieuse de certains médias français, une sorte de formatage de l'opinion publique* » (Lossa, 2011).

Dans la gestion de cette crise, les médias internationaux insistent également sur les enjeux et menaces qu'elle implique. Dans cette logique, la première place mondiale de la Côte d'Ivoire en matière de production du cacao est très souvent évoquée. En outre, c'est l'attitude de Laurent Gbagbo vis-à-vis de l'UEMOA qui est soulignée (RFI-Rolley, 2011) : « *Il menace de sortir de la zone franc et créer sa propre monnaie, le MIR, la monnaie ivoirienne de la résistance. Or, sans la Côte d'Ivoire, c'est l'Uemoa qui risque de disparaître.* » La contribution du pays à hauteur de 60 % au compte d'opération de la BCEAO est rappelée, de même que l'aversion du régime de Gbagbo pour les avantages que tire le Trésor Français des conditions de change du Franc CFA.

Les implications économiques et financières sont donc un autre message fort des médias internationaux (BBC, 2010). RFI (2010) rappelle souvent les conséquences de la crise sur les entreprises françaises. Elle fait écho aux craintes des patronats ivoirien et français. Le patronat

français dans le pays, fort de 750 petites et moyennes entreprises, tire la sonnette d'alarme : « nous observons un manque de 30 à 35 % de notre CA et dans la première décade de décembre c'est 50 %. Il faut un sursaut des hommes politiques parce qu'on ne peut pas faire sombrer tout cela ». La chute de l'interview précise que la moitié des rentrées fiscales du pays proviennent des entreprises françaises.

RFI et la présidentielle de 2010 au Togo

Au Togo, au lendemain du scrutin présidentiel du 4 mars 2010, le camp du président sortant, Faure Gnassingbé, et le candidat du principal parti de l'opposition (Union des Forces du Changement-UFC), Jean-Pierre Fabre, revendiquent la victoire. Pascal Bodjona, porte-parole du gouvernement, précise que l'UFC ne visait qu'à créer du trouble dans le pays. Mais finalement, Faure Gnassingbé est annoncé vainqueur du scrutin par la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) avec 60,92 % des voix, contre 33,94 % pour son principal rival.

RFI annonce alors que Faure Gnassingbé remporte le scrutin. Le média relaie ensuite les propos de Pascal Bodjona : « Nous osons croire que ceux qui seraient tentés de lancer le pays dans la voie de la violence vont se ressaisir. » Il promet à ceux qui seraient tentés de commanditer des actes de violence que la loi sera appliquée, puis appelle tous les Togolais à rester calmes pour que le pays soit préservé. En réponse, Koffi Yamgnane, porte-parole de l'opposition, revendique la victoire pour son candidat, mais souhaite que le peuple togolais s'exprime fermement, mais calmement, pour réclamer sa victoire : « De toute façon, ils ne nous auront pas sur ce plan-là puisque nous n'avons aucune intention de manifester violemment ». Des manifestations d'opposants sont organisées, dispersées à coup de gaz lacrymogène.

Des émissions Appels sur l'actualité de RFI portent sur les thèmes « Togo : un test pour la démocratie » et « Élection présidentielle au Togo : un scrutin libre et transparent¹³ ? ». Cette dernière édition demandait aux Togolais si le pays avait réussi à relever le défi d'organiser une élection libre et transparente.

À la proclamation des résultats définitifs du scrutin, RFI annonce que la Cour Constitutionnelle confirme la réélection de Faure Gnassingbé, avec des résultats qui sont contestés par l'opposition. Ce média ajoute que les observateurs de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) avaient relevé des « insuffisances » concernant la fiabilité et l'authentification des bulletins de vote.

Dans une interview d'un partisan du président réélu (RFI-Toulabor, 2010), une question du journaliste à son invité indique que le président français a reconnu cette élection et adressé un message au président réélu. Toutefois, la question poursuit que le message n'est pas particulièrement chaleureux puisqu'il souligne l'ampleur des efforts qu'il reste à accomplir en faveur de l'enracinement de la démocratie dans toutes ses dimensions. Le journaliste demande alors si ce n'est-ce pas, tout de même, le signe que Paris prend ses distances avec Lomé. L'investiture du président réélu n'a pas fait l'objet d'un reportage par RFI. La cérémonie a été brièvement évoquée dans l'introduction de l'émission Appels sur l'actualité diffusée le jour de l'investiture. Cette émission était consacrée à l'éventualité de l'entrée au gouvernement de l'opposant Ghilchrist Olympio et de son parti.

Différence de traitement de l'information

Ces différentes données montrent que les médias internationaux jouent un rôle important en matière d'information sur les processus électoraux au lendemain des scrutins. Ils relaient les résultats et donnent la parole aux différents candidats ou à leurs partisans. Ils diffusent donc l'information aux premières heures des crises postélectorales. La volonté d'équilibrer l'information est perceptible. Toutefois, le temps accordé aux protagonistes et l'insistance sur les informations sont souvent très variables selon les personnes et les points de vue défendus.

Des interrogations

Les genres journalistiques adoptés varient aussi selon les thèmes abordés. Si l'intérêt de RFI et des autres médias pour l'Afrique, et pour les élections qui s'y déroulent, est manifeste, il y a toutefois lieu de s'interroger sur la qualité de l'information diffusée. Cette interrogation est de plus en plus partagée. Ainsi, un chroniqueur burkinabè relève à juste titre que RFI donne beaucoup d'informations (Kani, 2011) : « C'est là que se trouve toute la question. Quelles informations ? En effet, RFI et l'ensemble des médias internationaux occidentaux, notamment français, donnent-ils de bonnes informations sur l'Afrique ? »

En réalité, cette question se pose tant au sujet de l'actualité quotidienne qu'à propos d'événements plus spécifiques et aux conséquences parfois imprévisibles que sont les élections présidentielles. Suffit-il de donner l'information en cette période sensible des processus électoraux que constituent les lendemains de scrutins ?

Les mécanismes et institutions de régulation des médias mis en place dans la plupart des pays africains insistent de plus en plus pour que l'information diffusée en période pré et postélectorale soit juste et vraie, donc conforme à la réalité, mais surtout opportune au regard des implications potentielles dans le contexte sociopolitique du moment. En effet, selon la nature des messages diffusés à la phase sensible du dépouillement des suffrages, et surtout de la proclamation des résultats, les réactions des candidats, celles des électeurs et des institutions, et même celles de l'opinion internationale influent sur la suite du processus électoral ou sur la vie sociopolitique des pays.

Mais au regard des cas présentés ci-dessus, peut-on dire que les médias internationaux ont une responsabilité dans la survenue des crises, dans leur développement et même dans les violences postélectorales ? Les nombreuses théories relatives aux effets des médias ont sans doute apporté des réponses plus ou moins claires sur l'impact réel des médias sur les comportements des publics visés. À partir des données collectées dans les quatre pays objets de la présente étude, un ensemble de conclusions peuvent être dégagées en tenant compte du fait que, a priori, l'objectif primordial de ces médias est d'informer.

La question nigériane

Au Nigeria, les premiers messages relayés par la BBC après le scrutin sont relatifs aux protestations des partisans du candidat Buhari. Avec une audience haussa estimée à 20 millions de personnes, ce média constitue un canal particulièrement sensible, la haussa étant une langue nationale du pays. La diffusion de façon prématurée de l'information selon laquelle le candidat Buhari aurait gagné l'élection, même si cette information a été présentée comme un résultat provisoire, constituait donc un risque potentiel. En effet, la cible haussa étant quasi essentiellement nationale, la diffusion d'une telle information accroît les risques de protestation et même de violences de groupes partisans déjà enclins à dénoncer des fraudes et donc à contester les résultats. En outre, cette information « provisoire » est allée de pair avec les déclarations faites par les partisans du candidat Buhari sur les ondes du même média et qui contestent la sincérité du scrutin dans le sud.

À cet égard, la BBC n'aura pas suffisamment pris en compte le contexte sociopolitique du scrutin, marqué par des reports successifs et des tensions entre partisans, mais surtout l'environnement socioéconomique et socioculturel du pays qui imposaient une gestion particulièrement minutieuse du processus de diffusion des résultats.

Les violences postélectorales peuvent donc, dans une certaine mesure, trouver une origine dans la légèreté qui aura caractérisé le traitement et la diffusion de cette information. Le traitement et la diffusion de l'information par la BBC représentaient donc une importante cause potentielle des violences postélectorales.

Après la proclamation des résultats, la BBC a diffusé les messages de condamnation des violences et les appels au calme. Ce média a ainsi permis aux deux candidats de faire la promotion d'une image positive dans une opinion souvent avide de situer les responsabilités des crises. Si les messages dominants de ce média ont été les appels au calme, il y a toutefois lieu de considérer les autres messages délivrés. La plupart des analyses faites par ce média avancent que le pays est divisé en deux, entre le Nord musulman, d'une part, et le Sud chrétien, d'autre part. Cette analyse axée sur la bipartition du pays tire sans doute ses sources dans les statistiques électorales globales qui illustrent un vote majoritaire du Nord pour un candidat et un vote majoritaire du Sud pour le second. Toutefois, cette analyse ne semble pas suffisamment tenir compte de l'électorat, même minoritaire, de chaque candidat dans une région autre que celle où il obtient une majorité, même absolue. Ce traitement de l'information qui balaie les minorités n'est pas sans conséquences.

Pour l'opinion nationale, ce message est une cause potentielle d'exacerbation du sentiment d'appartenance régionale, ethnique et religieuse, et même d'un sentiment de rivalités, source de conflits, dans un contexte où des minorités et une majorité cohabitent et vivent au quotidien. Il peut donc ainsi conduire à une légitimation des violences, les acteurs y trouvant un motif suffisant pour justifier des réactions jugées normales puisque liées à des causes perçues comme structurelles, alors que dans d'autres circonstances, elles ne seraient que conjoncturelles. En conséquence, pour l'opinion nationale, ce message dominant accentue le risque de crises postélectorales ultérieures plus aiguës.

À cet égard, la relation de causalité entre la fièvre postélectorale et les programmes de la BBC notamment du service haussa peut être admise à un certain degré. Toutefois, même si la relation entre ces programmes et les violences qui ont suivi l'élection présidentielle peut également être admise, elle ne peut être formellement établie. D'autres facteurs à caractère social, politique, humain, etc., doivent être en outre considérés comme ayant concouru à activer les violences observées.

Le Bénin sous le refrain de la protestation

Au Bénin, le traitement de l'information par RFI au cours de la période fait un plus large écho aux protestations et contestations des recalés du processus. Ce média, en rendant compte des résultats, a mis en relief le Président de la Cour Constitutionnelle comme un acteur central, au détriment de l'institution elle-même composée de sept membres. En outre, RFI a indiqué que la « *Cour a définitivement élu* » Boni Yayi Président. Ce faisant, ce média tend à réduire le corps électoral à la Cour. Dans le même registre, ce média, en annonçant que les recours déposés auprès de la Cour seraient « *généralement* » soutenus, tend à porter un jugement sur le fait, insinuant qu'il s'agit d'un facteur important qui aurait dû être pris en compte. La diffusion de l'information sous cet angle peut être assimilée à une appropriation des critiques formulées par l'un des protagonistes de la crise. RFI aura pris parti dans ce cas. En effet, l'opposition béninoise a toujours accusé le Président de la Cour, Robert Dossou, d'être favorable à Boni Yayi pour avoir été nommé par ce dernier.

La couverture effectuée par les médias internationaux des événements du Bénin, notamment RFI, emprunte un style totalement opposé à celui observé dans le cas de la Côte d'Ivoire où plusieurs médias français semblaient engagés dans une véritable campagne souvent appréciée comme une stratégie des pouvoirs publics français. Le ton des reportages entre médias français et la BBC par exemple est très différent. D'une part, s'observent des comptes rendus mêlés de commentaires, de l'autre des comptes rendus factuels évitant les détails.

Par exemple, le message de félicitation du Président français, adressé à Boni Yayi dans le cadre de sa réélection, a été évoqué par RFI de façon très incidente. Mais après ce message tendant à la reconnaissance de la réélection de Boni Yayi, ce média a continué à faire des critiques remettant en cause la régularité du scrutin, même après la prestation de serment du président réélu. Pour soutenir ses critiques, RFI évoque un double avis d'observateurs du scrutin, les uns clairement identifiés et nommés par le média, qui entérinent le scrutin malgré les ratés, et les autres anonymes, qui dénoncent les fraudes et la « honte ». Les messages délivrés semblent ainsi assez contradictoires, confus même. Néanmoins, il ne s'en est pas suivi une exacerbation de la crise postélectorale, ni des manifestations de masse en dehors de celles évoquées par le média comme ayant été violemment réprimées. En fait, par rapport à la BBC dans le cas du Nigeria, RFI diffuse ses programmes essentiellement en français, alors que la population est majoritairement

analphabète, davantage encline à suivre des programmes sur les médias nationaux dans des langues nationales. L'audience nationale de RFI reste donc relativement limitée, élitiste même, et assez hétérogène pour être la cause première de mouvements de masse et de violences.

Au cœur des enjeux ivoiriens

Dans le cas de la Côte d'Ivoire, les médias internationaux ont servi de relais à la proclamation des résultats par le président de la CEI dans des conditions non conventionnelles. Sans ces médias, ces résultats auraient-ils été amplifiés au niveau de la population ivoirienne et surtout dans l'opinion internationale ? La proclamation des résultats par des canaux autres que ceux de la RTI fait de ces résultats une médiatisation quasi officieuse, un non-événement. « *Il y a que la CEI n'a pas pu s'entendre pour proclamer les résultats [...] des divergences profondes ont fait qu'elle n'a pas pu [...] ça le monde entier le sait, RFI le sait, les chaînes du monde entier le savent*¹⁴ [...] ». Pour les partisans de Laurent Gbagbo, il n'y a pas de résultat, cela tombe sous le sens. Il n'est donc pas concevable que les médias internationaux passent en boucle des résultats qui n'existent pas.

Les médias internationaux, collés à la minute près à l'évolution de la situation politique postélectorale, ont mis en récit l'actualité. Ils ont entrepris d'écrire l'histoire au présent alors qu'il était imposé aux médias nationaux, notamment audiovisuels, de ne tenir compte que des événements, c'est-à-dire les moments décisifs, admis par consensus ou validés par les pouvoirs publics, qui scelleraient le verdict de l'élection.

L'histoire de la crise postélectorale, telle que les médias étaient censés la raconter, devrait donc marquer une pause sur l'idée que la CEI n'était pas en mesure de proclamer les résultats, en attendant que les événements évoluent et redonnent du grain à moudre aux médias. Ce fut l'un des principaux points de rupture entre les médias internationaux et nationaux, de nombreux parmi ces derniers étant acquis au régime Gbagbo. Une certaine bipolarisation médiatique de la réalité de la crise a été observée. Selon Michel Galy (2010), « *pour le régime de Laurent Gbagbo, tout se passe comme si les chaînes étrangères, notamment les médias officiels français (France 24, RFI) avaient, en l'absence de la Radiotélévision ivoirienne (RTI), procédé à un symbolique « coup d'État médiatique »* ».

Vu sous cet angle, le rôle des médias internationaux dans cette crise posait avant tout un problème de légitimité de ces organes, et donc de souveraineté nationale. Ainsi se justifie la décision de suspension et les stratégies de brouillage adoptées par l'autorité de régulation. Cette question sera vidée dans les considérants de la deuxième

proclamation solennelle des résultats par le Conseil Constitutionnel après la capture de Laurent Gbagbo. En affirmant que « *les normes et dispositions internationales acceptées par les organes nationaux compétents ont une autorité supérieure à celle des lois et aux décisions juridictionnelles internes sous réserve de leur application par l'autre partie*¹⁵ », le Conseil Constitutionnel a légitimé le rôle joué par ces médias dans la crise.

L'action des médias internationaux aura ainsi servi à cristalliser, et crispé même, les positions en présence en focalisant l'opinion sur le rôle de chaque protagoniste. Ils ont essayé d'équilibrer l'information, mais n'ont jamais occulté le rôle fondamentalement négatif de l'un des acteurs en opposition au second qui porterait l'étendard de la démocratie et des droits de l'homme. Des analyses soulignent cette bipolarisation (Kouamé, 2010) : « *On peut choisir de regarder la crise ivoirienne à travers les lunettes déformantes de la majorité des médias internationaux, qui ont choisi de raconter une histoire simpliste et manichéenne. [...]* »

La superposition des deux visions, sinon des deux approches de la réalité, conduit finalement à se poser la question du degré de véracité et de sincérité lié à chaque version de cette crise. Désormais, l'opinion internationale est faite, puisqu'en dépit de soutiens plus ou moins francs de pays comme l'Afrique du Sud, l'Angola, la Chine et la Russie, etc., Laurent Gbagbo a dû quitter le pouvoir par la force, sous le couvert d'une résolution des Nations Unies. Néanmoins, en prenant le recul requis aujourd'hui, il y a lieu de se demander en quoi le récit fait de cette crise par les médias internationaux était plus crédible que celui fait par la RTI et les autres médias pro Gbagbo.

Il y a du reste lieu d'évaluer les enjeux de cette implication des médias internationaux dans cette crise. Selon Michel Galy, « *peut-être, au-delà des résultats de l'élection, faudrait-il réfléchir aux raisons, en Occident, de l'adulation médiatique d'un prétendant et à la détestation unanime de l'autre* ». En effet, de part et d'autre, la pratique professionnelle impose aux médias de reconstruire l'actualité selon des schèmes, grâce à des sélections et la valorisation d'instantanés significatifs pour eux-mêmes, au regard de leur ligne éditoriale, et potentiellement significatifs pour leur public. C'est dire que dans les deux versions, le degré de véracité de l'histoire reste à reconstruire à la lumière de faits historiques que les œilllets médiatiques n'auraient pas conditionnés.

Ce qui est commun aux médias internationaux et nationaux, du moins ceux favorables à Laurent Gbagbo, c'est la cristallisation de la crise autour de deux personnes. Pour les uns ou pour les autres, le problème ou la solution, selon le cas, réside en la personne de Laurent Gbagbo ou d'Alassane Ouattara. Cette focalisation et surtout la légitimité quasi

totale conquise au profit d'Alassane Ouattara, notamment par les médias internationaux dans l'opinion internationale, n'ont-elles pas eu comme conséquence de renforcer la pugnacité de ses partisans ? La conquête de cette légitimité dans l'opinion internationale devrait être considérée comme l'une des causes majeures de la persistance de la crise.

En effet, l'enjeu de l'implication sans réserve de nombreux médias internationaux dans la crise postélectorale ivoirienne semble bien être la conquête d'une légitimité internationale pour Alassane Ouattara. L'audience nationale de ces médias, même si elle peut être considérée comme importante, a été sensiblement réduite par l'interdiction de diffuser qui les frappait. Les opinions qu'ils défendaient étaient toutefois reprises par des médias nationaux proches du challenger de Laurent Gbagbo. Mais cela n'était pas suffisant pour contenir la position dominante de ce dernier dans la guerre médiatique à l'intérieur du pays. En conséquence, la convergence entre les messages de ces médias et les options politiques et militaires de la communauté internationale, sous mandat des Nations Unies, illustre que l'engagement de ces médias ne s'est pas fait au hasard, mais répond bien à une volonté de jouer un rôle de premier plan tant dans la crise que dans son processus de résolution.

Au-delà de l'information

Dans le cas du Togo, a été observé un traitement assez équitable de l'information. Les médias internationaux ont assez souvent relayé les opinions de l'opposition, mais ils n'ont jamais ouvertement remis en cause le verdict du scrutin. RFI a animé beaucoup d'émissions insistant sur la transparence du scrutin. Cette insistance, à défaut d'affirmer clairement que le scrutin ne l'était pas, conduit à susciter au moins des doutes. Les commentaires liés au style du message de félicitation adressé à Faure Gnassingbé par le Président français, par exemple, montrent que RFI ne partageait pas l'idée d'un scrutin véritablement démocratique. Cette position n'a pas manqué d'influencer l'opposition.

En somme, selon les pays, le traitement de l'information postélectorale est très diversifié. Le rôle des médias internationaux dans les crises postélectorales varie aussi selon les pays. Il y a des raisons d'affirmer que ces médias portent une responsabilité dans ces crises au regard de la manière dont ils ont couvert l'actualité postélectorale.

La remarque faite par Reporter Sans frontières (2010) en Côte d'Ivoire, après le monitoring médiatique de la campagne électorale, prend alors toute son importance ici : « *Le sens de la responsabilité commande que le journaliste s'abstienne toujours de les amplifier (les propos incendiaires tenus par les deux candidats et leurs états-majors) ou qu'il attire*

L'attention sur les risques que les dérapages verbaux d'hommes politiques font encourir à la population. » Cette remarque à l'intention des médias nationaux devrait également s'appliquer aux médias internationaux. Au regard de ce principe, tous les médias internationaux ont failli en répercutant de façon brute les propos des candidats et de leurs partisans, et en y apportant parfois une insistance particulière, en une période où les passions se crispaient.

En conséquence, devrait-on douter du niveau de conscience des médias internationaux par rapport à ce sens de responsabilité qui témoignerait de leur degré de professionnalisme ? Ces médias en ont sans doute une conscience assez claire. Les facteurs justifiant leur *modus operandi* devraient donc être recherchés au-delà de la volonté d'informer et de simples considérations éthiques.

Conclusion

Pour les candidats, les médias internationaux sont des tribunes d'expression et des canaux de promotion d'une image internationale. Même si l'audience de ces médias reste assez limitée au niveau national, ils ont une influence relative sur l'opinion, au moins celle de certains groupes sociaux.

Les motivations de la ligne éditoriale de ces médias face aux crises postélectorales sont assez variables. Ils sont au service de l'information. Mais par exemple RFI, en tant que composante de la holding « Audiovisuel extérieur de la France » et bénéficiant d'une dotation de l'État peut-elle garder sa neutralité face à des enjeux politiques majeurs dans les pays¹⁶ ?

En fait, les médias internationaux sont aussi surdéterminés par des enjeux économiques et financiers au nom desquels ils essaient de mobiliser une opinion internationale susceptible de peser sur le cours des choses. Dans le cas de la Côte d'Ivoire par exemple, la fébrilité des médias français dans la couverture des événements était bien perceptible. Ceci a poussé à se demander si France 24 ou RFI se seraient souciées à ce point d'une poussée de fièvre dans une sortie de crise postélectorale si elle était advenue en Gambie ou au Lesotho. La même question reste valable dans le cas de la BBC au Nigeria. À cette question, il a été surtout répondu que « *dans cette Afrique habituellement négligée, la Côte d'Ivoire est un enjeu crucial pour nombre de puissances politiques et économiques* » (Diasso, 2010).

Au Togo, le scrutin présidentiel était un test pour le régime de Faure Gnassingbé dans un contexte de reprise de l'aide au développement, notamment de l'Union Européenne. La gestion médiatique de la crise

se fonde donc d'abord sur des considérations politiques. Il s'agissait de fouetter un élan démocratique balbutiant et contraindre le régime en place à renforcer la transparence des élections à venir. Le ton du message de félicitations du Président français en est révélateur. Le facteur politique est également important au Bénin où le scrutin s'intégrait dans le cadre de la réforme du fichier électoral fortement soutenue par l'Union Européenne et les Nations Unies.

Toutefois, au Bénin, une certaine ambiguïté du message délivré par RFI est perceptible dans la mesure où, alors que le président français félicite, le média formule des critiques. L'idée évoquée plus haut d'une mise aux ordres du média par les pouvoirs publics pourrait être relativisée à cet égard. En dépit de cette relativisation, cette idée garde toute sa pertinence, dans la mesure où les médias internationaux apparaissent comme les composantes d'une diplomatie en étages et à plusieurs visages. Ils interviennent parfois comme des chiens de garde parallèlement à une diplomatie qui s'embarrasse de formules policées.

En définitive, les médias internationaux sont surtout des outils d'information des opinions internationales, des diasporas et de certains groupes sociaux au niveau national. Ils ne sont toutefois jamais des acteurs neutres dans les crises postélectorales. Dans ces situations délicates, ils apparaissent souvent comme des organes au service d'intérêts politiques, économiques et même culturels, usant de subtiles stratégies de conditionnement de l'opinion tant au niveau national qu'international. De façon ouverte ou très nuancée, ils usent, dans le traitement de l'information, de techniques de manipulation dont les opinions semblent de plus en plus prendre conscience, sans pour autant avoir les moyens d'en contrecarrer les effets. La violence des crises postélectorales atteste bien des limites des acteurs nationaux à contenir l'influence de ces médias internationaux sur le devenir des pays ■

Notes

1. Le cas le plus évoqué est celui du Rwanda, où les messages de la radio des Mille Collines ont été présentés comme des facteurs cruciaux facilitant la haine et le génocide en 1994. Le cas du Burundi est évoqué par Michel Ben Arrous (coordination), *Médias et conflits en Afrique*, Karthala, 2001.
2. Ils sont souvent la propriété des gouvernements ou sont au service de groupes privés. Ils bénéficient de ce fait de subventions. Ils mettent également en œuvre des stratégies marketing leur permettant de gagner des parts de marché non négligeables, grâce notamment à la publicité.

3. Les observateurs sont des volontaires qui couvrent l'actualité locale dont les reportages amateurs sont authentifiés par les professionnels et les services compétents du média.
4. Sur la page Facebook, on peut lire que « *le Club BBC donne voix au chapitre aux inconditionnels de BBC Afrique. C'est un creuset où se brassent musique et conversation sur tous les sujets. Le Club BBC est la tribune des auditeurs inconditionnels du service français de la BBC. L'émission brasse musique, conversation, découvertes, correspondances, et réactions sur l'actualité dans une sorte de conversation sans frontières.* »
5. Les autres technologies SW, MW, DAB et le satellite sont également judicieusement exploitées par les médias internationaux.
6. Multichannel Multipoint Distribution Service a facilité la diffusion des programmes télévisuels par des émetteurs terrestres fonctionnant dans des bandes de fréquences de 2,5 et 3,5 GHz.
7. Les relais de BBC sont installés à Abidjan, Yamoussoukro, Bouaké, San Pedro et Man.
8. Source : données de l'enquête réalisée fin 2008 par l'Institut GEDA et citée par le Projet de loi de finances française pour 2010.
9. TNS-Sofres / Africascope, 2009-2010.
10. Joseph Campbell a été ambassadeur des États-Unis au Nigeria de 2004 à 2007.
11. Voir communiqué du 2 décembre 2010 du Conseil national de la communication audiovisuelle (CNCA).
12. Communiqué du gouvernement de Laurent Gbagbo du 23 mars 2011.
13. Les 8 et 9 mars 2010.
14. William Atébi, député FPI dans l'édition spéciale de RFI consacrée aux résultats controversés le 3 décembre 2010.
15. Décision NR. CI 2011 - 036 du 4 mai 2011 du Conseil Constitutionnel portant proclamation de M. Alassane Ouattara en qualité de Président de la République de Côte d'Ivoire, Délibéré du Conseil constitutionnel en sa séance du 4 mai 2011.
16. Voir Projet de loi de finances pour 2010 : Médias : action audiovisuelle extérieure : <http://www.senat.fr/rap/a09-102-8/a09-102-87.html>.

Références bibliographiques

- African Herald Express (2011), *From Agency Reports*, <http://africanheraldexpress.com/blog7/2011/04/18/bbc-blamed-for-nigerias-post-presidential-election-violence>, consulté le 10 juin 2011.
- AHO Sagbé (2011), « À quel jeu jouent RFI et Africa 24 ? : proclamation des résultats provisoires de la présidentielle de 2011 », *Le Télégramme*, http://www.sonangnon.org/index.php?option=com_content&view=article&id=1917:a-quel-jeu-jouent-rfi-et-africa-24-proclamation-des-resultats-provisoire-de-la-presi-

- dentielle-de-2011&catid=1:actualite, consulté le 10 juin 2011.
- AKINGBOLU Raheem (2010), *Mobile Advertising : BBC Visits Nigeria*, <http://www.thisdaylive.com/articles/mobile-advertising-bbc-visits-nigeria/79524/>, consulté le 10 juin 2011.
- AMOUGOU Louis Bertin (2006), « Médias du pouvoir et pouvoir des médias chez quelques écrivains africains », dans *Acta Iassyensia Comparationis*, n°4/2006, « Puterea, Power, Le Pouvoir », éditions de l'Université de Iasi, déc. 06, p. 5-16.
- BARRY Sanso Boubacar (2010), *PRESSE : quand les médias internationaux se localisent*, [http://www.guineeconakry.info/index.php?id=118&tx_ttnews\[tt_news\]=6488&cHash=c17e6a299fc67bbe5596ef3d208029](http://www.guineeconakry.info/index.php?id=118&tx_ttnews[tt_news]=6488&cHash=c17e6a299fc67bbe5596ef3d208029), consulté le 10 janvier 2012.
- BBC (2010), *Côte d'Ivoire : menaces de sanctions*, http://www.bbc.co.uk/afrique/region/2010/12/101207_ivory.shtml, consulté le 10 juin 2011.
- BBC (2011), *Bénin : dispersion d'une manifestation d'opposition*, http://www.bbc.co.uk/afrique/region/2011/03/110324_benin_manifs.shtml, consulté le 11 juillet 2011.
- BBC (2011), Le chef de l'État, à la BBC, hier - « Ceux qui décaissent l'argent à la Bceao pour Gbagbo seront poursuivis », retranscription par TL, *Le Patriote*, 18-01-11, http://www.africatime.com/ci/nouvelle.asp?no_nouvelle, consulté le 10 juin 2011.
- BBC (2011), *Nigeria : A nation divided*, <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-12893448>, consulté le 10 juin 2011.
- BBC (2011), *Q&A : Nigeria elections*, <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-12941582>, consulté le 19 septembre 2011.
- BBC International Publicity (2011), *The BBC's International News Services Mount Major Multi-media Coverage of Nigeria Presidential Elections*, <http://artmatters.info/?p=3471>, consulté le 10 juin 2011.
- BEN ARROUS Michel (coordination), (2001), *Médias et conflits en Afrique*, Paris, Karthala.
- CNN reports (2011), *Explaining the violence in Nigeria, April 19th*, <http://globalpublicsquare.blogs.cnn.com>, consulté le 10 juin 2011.
- DIASSO Ernest (2010), « Quand la Côte d'Ivoire s'enrhume... », *Courrier International*, 09-12-10.
- FOFANA Emmanuel (2011), « Crise Post-Electorale - Les grandes manipulations de la presse française », *Le Temps*, <http://indignez-vous.hautetfort.com/archive/2011/01/31/crise-post-electorale-les-grandes-manipulations-de-la-presse.html>, consulté le 10 juin 2011.
- GALY Michel (2010), « Afrique : Côte d'Ivoire. Les médias, un terrain stratégique

- d'affrontement », *L'Humanité*, 18-12-10,
http://humanite.fr/17_12_2010-côte-divoire-les-médias-un-terrain-stratégique-d'affrontement-460484, consulté le 10 juin 2011.
- GBEDJI Raïssa (2011), *Au Bénin, contestations autour de la victoire proclamée de Boni Yayi*,
<http://www.rfi.fr/afrique/20110319>, consulté le 10 juin 2011.
- JIDEOFO Mazi Omeife (2011), *How BBC planned for political crisis in Northern Nigeria*,
<http://www.africasource.com/rasta/sesostris-the-great-the-egyptian-hercules/how-bbc-caused-political-crisis-in-northern-nigeria-by-mazi-omeife-jideofo/>, consulté le 10 juin 2011.
- KANI Dabaoué Audriane (2011), « Médias internationaux : Qu'on ne vienne pas nous emmerder ! », *L'Express du Faso*, 01-06-11,
<http://www.lefaso.net/spip.php?article42311>, consulté le 10 juin 2011.
- KOUAME Silvie (2010), « La désoccidentalisation du monde », *Le Nouveau Courrier*, n°158, 20-12-10.
- LOSSA, James (2011), *Crise ivoirienne : le paysage médiatique français aux ordres de Nicolas Sarkozy selon Michel Galy*,
<http://www.ivoirediaspo.net/?p=3661>, consulté le 10 juin 2011.
- MISSE Missé (2000), *Communication internationale et souveraineté nationale : Le problème des «ingérences» dans le nouvel ordre mondial*,
http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux/2000/Misse/index.php, consulté le 10 juin 2011.
- Reporter Sans Frontières (2011), *Une émission de RFI sur la réélection du président Boni Yayi "mystérieusement" perturbée*, 31-03-11,
<http://fr.rsf.org>, consulté le 4 mai 2011.
- Reporter Sans Frontières (2010), *Campagnes et action revendicatrice : RSF dévoile son bilan de la couverture par les médias de la campagne du second tour de l'élection présidentielle*,
http://www.ifex.org/cote_divoire/2010/11/30/monitoring_results/fr/, consulté le 4 mai 2011.
- RFI (2010), *Au Togo, deux camps revendiquent déjà la victoire*,
<http://www.rfi.fr/contenu/20100306-togo-deux-camps-revendiquent-deja-victoire>, consulté le 20 mai 2011.
- RFI (2010), *Côte d'Ivoire : la crise post-électorale se prolonge*,
<http://www.rfi.fr/afrique/20101219-cote-ivoire-0>, consulté le 4 mai 2011.
- RFI (2010), *Faure Gnassingbé remporte la présidentielle*,
<http://www.rfi.fr/contenu/20100307-faure-gnassingbe-remporte-presidentielle>, consulté le 4 mai 2011.
- RFI (2010), *Les acteurs de l'économie ivoirienne craignent les conséquences de la crise politique*,

- <http://www.rfi.fr/afrique/20101212-acteurs-economie-ivoirienne-craignent-sequences-crise-politique>, consulté le 10 août 2011.
- RFI (2011), *Bénin : une manifestation pro-houngbédji violemment réprimée*,
<http://www.rfi.fr/afrique/20110325-une-manifestation-pro-houngbedji-violemment-reprimee>, consulté le 4 mai 2011.
- RFI (2011), *Boni Yayi prête serment*, <http://www.rfi.fr/afrique/20110407-president>, consulté le 8 août 2011.
- RFI (2011), *Bénin : candidat malheureux, Adrien Houngbédji conteste l'élection de Boni Yayi*,
<http://www.rfi.fr/afrique/20110331-benin-candidat-malheureux-adrien-houngbedji-conteste-election-boni-yayi>, consulté le 4 mai 2011.
- ROLLEY Sonya (2011), *À qui profite la crise ivoirienne ?*,
<http://www.slateafrique.com/1187/qui-profite-crise-ivoirienne>, consulté le 4 mai 2011.
- SALIN Franck (2010), *Les médias internationaux proclament la victoire d'Alassane Ouattara dans la précipitation*,
<http://www.afrik.com/article21414.html>, consulté le 15 avril 2011.
- SUNDAY Jamilah T. (2009), « Ten years of Nigeria's democracy: a word from BBC hausa », in *Sunday Trust Magazine*,
<http://sunday.dailytrust.com/index.php?option>.
- THISDAY (2011), *It's Official - Jonathan Declared President-Elect*,
<http://allafrica.com/stories/201104190332.html>, consulté le 4 mai 2011.
- TNS Sofres (2009), *Africascope : l'étude d'audience des médias audiovisuels en Afrique Francophone*,
<http://www.tns-sofres.com/espace-presse/news/CF42421FCE244DFF81537E-C35366E288.aspx>, consulté le 10 août 2010.
- TOULABOR Coumi (2010) : *Le Togo est une démocratie*,
<http://www.rfi.fr/afrique/20100427-coumi-toulabor-le-togo-est-une-democrature>, consulté le 4 mai 2011.
- UNDP (2009), *Elections and Conflict prevention: A Guide to Analysis, Planning and Programming*, New York, Democratic Governance Group, Bureau for Development Policy.
- YUSHAU Muhammad Jameel (2011), *Nigeria election : Thousand flee after riots, Analysis - BBC Hausa Service*,
<http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-13126971>, consulté le 4 mai 2011.